

LOIRE ATLANTIQUE **les nouvelles**

Edité par la Fédération du Parti Communiste Français - N 521 - 14 juin 1990 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

DISCOURS DE G. PLISSONNIER	2	DIM LOGEMENT	
LA FETE - LE PARTI	3	SOMMET FRANCO-AFRICAIN	6
LA SEMITAN A 321	4	FINANCES COMMUNALES	
LUTTES EN BREF		FORUM POUR L'EMPLOI	
UN LYCÉE POUR BLAIN	5	DROIT AUX VACANCES	
		ENVIRONNEMENT	8

POUR REVENIR A GAUCHE AGIR ENSEMBLE

En un mois, deux grande initiatives politiques, deux réels succès : qu'il s'agisse du meeting avec Georges Marchais ou de la Fête Fédérale (avec les conditions climatiques défavorables) plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées avec les communistes et 120 d'entre elles, particulièrement des jeunes, ont adhéré au Parti Communiste Français.

Une réalité, des faits qui se confondent avec l'expression de plus en plus forte du mécontentement engendré par la politique du gouvernement.

Jean-René TEILLANT

Secrétaire Fédéral
à l'organisation

Que le Président de la République, le patronat constatent l'ampleur des injustices sociales créées par leur politique et sont contraints d'envisager une revalorisation du SMIC est bien le résultat des multiples actions menées dans les entreprises depuis celle des Chantiers, de la Sécurité Sociale, du Terminal Méthanier, dans la Fonction publique, à la SEMITAN;

Ces luttes, en donnant des premiers résultats pour les salariés qui se sont engagés dans l'action, ont montré le bon chemin à prendre, en prouvant qu'il est possible d'imposer d'autres choix dès lors que l'on se rassemble, pour agir.

Les salariés ne veulent pas de discours, mais des actes concernant une véritable augmentation de salaires, d'où l'importance de soutenir la proposition du PCF de porter de suite le SMIC à 6500 F.

Partout, dans chaque entreprise, dans chaque quartier, l'exigence d'un retour à une politique de gauche grandit.

Les communistes sont guidés par un seul souci : que partout celles et ceux qui partagent cette exigence se rassemblent et l'expriment avec plus de force.

FETE DE L'HUMA :

**MALGRÉ UN TEMPS DÉFAVORABLE,
3000 PERSONNES SE SONT RASSEMBLÉES SUR LES DEUX JOURS.**

**50 ADHÉSIONS AU MOUVEMENT DE LA JEUNESSE COMMUNISTE,
60 ADHÉSIONS AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS,
70 LIVRES "DÉMOCRATIE" DE GEORGES MACHAIS,
10 ABONNEMENTS A L'HUMANITÉ**



Gaston PLISSONNIER, Secrétaire du Comité Central a évoqué le sens du combat que le Parti Communiste Français mène depuis 70 ans pour la libération humaine.

« RÉPONDRE AUX ASPIRATIONS DES GENS, DÉFENDRE TOUJOURS MIEUX LES INTÉRÊTS DU PAYS ET SON INDÉPENDANCE, C'EST LE CHOIX CONSTANT DU PARTI COMMUNISTE. C'EST SA RAISON D'EXISTER ».

GASTON PLISSONNIER A LA FETE DE L'HUMANITÉ :

Répondre aux aspirations des gens, défendre toujours mieux les intérêts du pays et son indépendance, c'est le choix constant du Parti Communiste Français

CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE DU POUVOIR

«... Une véritable offensive se déploie contre le pouvoir d'achat des salaires et des retraites, porte des coups à la Sécurité sociale.

— l'école, la santé manquent terriblement de moyens,
— des services publics, comme les PTT, sont démantelés,
— nombre de jeunes, garçons et filles, ne peuvent acquérir une qualification, pratiquer un

métier valorisant et trouver un emploi...

Le chômage poursuit ses ravages. Il reste chez nous parmi le plus élevé des pays d'Europe.

Vous en savez quelque chose, votre département est durement touché: il compte 58 700 inscrits à l'ANPE et 16 000 chômeurs non inscrits...».

LES SCANDALES

«... Dans ce même temps, des scandales éclatent, la corruption prend des proportions considérables.

Des affairistes, des hommes politiques liés au pouvoir, ou à la droite, y sont directement impliqués.

A remarquer qu'il n'y a pas un seul communiste.

Ces pratiques sont contraintes à notre morale de droiture et d'honneur.

Ailleurs, existe une autre conception.

Mieux, députés socialistes et de droite ont conçu et voté une loi d'amnistie.

Non contents d'avoir détourné ou reçu de fabuleux pots de vin, les coupables se sont blanchis eux-mêmes.

Ce n'est pas tout: après avoir participé à ces malversations, la droite a imaginé une motion de censure.

Si elle avait été votée, rien

n'aurait changé ni dans la politique, ni pour les travailleurs.

La loi d'amnistie n'aurait pas été annulée...».

«... Par contre, ceux de droite qui avaient participé à tout, seraient apparus blancs comme neige.

Avec raison, les députés communistes se sont opposés à cette opération, qui aurait encore ajouté à la confusion et à la malhonnêteté.

Ils ont condamné résolument les trafiquants et les corrompus, — dénoncé l'amnistie pour ceux-là,

— proposé une loi constitutionnelle stipulant que plus jamais des élus corrompus ne puissent être amnistiés,

— enfin, ils n'ont cessé de lutter pour une véritable amnistie en faveur des militants ouvriers et des syndicalistes injustement frappés. Il y en a plusieurs dans ce cas en Loire-Atlantique...».

LE PARTI COMMUNISTE

«... Né il y a 70 ans, il peut regarder son passé avec satisfaction.

Sans doute il a eu des défauts, mais il s'est toujours placé du côté de la justice.

Même quand c'était dur, très dur.

Comme dans des pays voisins, et peut-être quelques-uns chez nous, voudraient abandonner le titre de Parti communiste.

Nous rejetons totalement cette attitude de démission, de capitulation.

— Le P.C.F. a toujours été et restera celui du devoir.

Il est le parti indispensable aux travailleurs.

Il a combattu pour la France et les libertés.

C'est quand il a été le plus fort, le plus influent, que les ouvriers, les petites gens, le peuple ont obtenu les avancées les plus significatives...

Il en est qui se préoccupent de la santé du P.C. Eh bien, parlons-en.

Outre le fait qu'il est au cœur du mouvement social et de la vie politique, sa propre situation est la suivante:

Depuis le début de l'année, 20 000 amis sont devenus des adhérents.

500 cellules d'entreprises ont été créées de 1986 à 1989.

En Loire-Atlantique, le nombre de ses adhérents a augmenté de près de 200 et en 1990, depuis le début de l'année, 206 nouvelles adhésions ont été réalisées, auxquelles s'ajoutent les 60 qui ont été faites aujourd'hui à la fête.

Pour un parti qui serait en mauvaise santé, il faut bien admettre que ce n'est pas si mal.

Et nous continuerons à porter haut et ferme le beau titre de Parti Communiste Français...».

PRODUIRE FRANÇAIS

«... Les chantiers de l'Atlantique limitent leur activité alors que la construction navale, la conjoncture est favorable, et devrait permettre la création d'emplois.

Au lieu de cela, des cars ferry sont commandés en Finlande plutôt qu'à St-Nazaire.

On peut en dire autant de l'A 321, dont la construction est de plus en plus transférée à Ham-

LA FRANCE A LES MOYENS

«... En effet, même amoindrie dans certaines branches, elle dispose d'un potentiel économique de premier plan, y compris en Loire-Atlantique...».

Quant aux moyens financiers, ils existent.

Les profits capitalistes s'envolent, voyez les chantiers annoncent 43 millions de profit, la bourse flambe, les familles les plus riches ont un patrimoine de 2 000 milliards.

Les dépenses militaires restent colossales. La France étant un des pays où elles augmentent le plus.

Le Parti communiste ne se limite pas à critiquer.

Il propose un programme de rénovation sociale et nationale

qui permettrait de sortir le pays de la crise.

Dans l'immédiat, il propose cinq propositions d'urgence:

— le SMIC à 6 500 F et le relèvement des salaires.

— la diminution du montant des loyers, en réduisant de 1% les taux d'intérêt pour les prêts à la construction,

— la réduction de 40 milliards sur le budget militaire pour l'école et la formation des jeunes,

— la défense de la Sécurité sociale, la garantie de la retraite à 60 ans avec son pouvoir d'achat,

— le relèvement de l'aide aux plus démunis en portant le RMI à 3 000 F par mois.



Gaston PLISSONNIER dédicace.

HALTE A L'EXTRÊME-DROITE

«... Autre sujet de grave préoccupation:

La resurgence, à une grande échelle, de l'antisémitisme et du racisme.

La montée de ce groupement d'extrême droite, de type fascinant: le F.N...

Quant au chef, Le Pen, lié à un ancien Waffler SS de Hitler, il tient des propos qui font frémir.

Après la monstrueuse profanation des tombes à Carpentras, des actes de même nature ont eu lieu en divers endroits, ainsi à Saint-Herblain, c'est l'œuvre de «fils à papa» nostalgiques du nazisme.

Devant l'indignation de la population, ces individus qui avaient été relâchés, ont justement été à nouveau arrêtés.

A Royan, un professeur est victime d'une violente agression.

Tout cela coïncide avec la resurgence et l'arrogance de groupes néo-fascistes, en Allemagne notamment.

Cette Allemagne ayant annexé la R.D.A., a retrouvé une énorme puissance économique et militaire, et ses dirigeants sont animés par une forte volonté dominatrice.

La sécurité de la France et du monde, la garantie de la paix exigent que l'Allemagne soit neutre, désarmée, n'appartenant à aucun bloc militaire.

L'extrême droite, nous la connaissons pour l'avoir vue à l'œuvre à d'autres périodes.

Nous devons faire barrage à ses agissements:

— cesser de favoriser et de promouvoir ce dangereux Le Pen et son groupement. Leur fermer presse, radios et télévisions;

— activer la ratification par le sénat de la loi anti-raciste votée sur proposition des députés communistes.

les démocrates ont le devoir de s'opposer ensemble à tous ces agissements. Ce devoir, les communistes l'assument totalement...».

L'UNION

«... Aussi les communistes font du rassemblement et de l'union la question majeure pour se défendre et changer.

Il est décisif qu'à l'entreprise les salariés de toutes conditions, au-delà de leur appartenance syndicale, se rassemblent et agissent ensemble.

Là est la voie du succès pour les revendications.

De même, nous tendons la main aux millions de français aujourd'hui déçus.

Beaucoup d'entre eux ont voté socialiste, espérant l'avènement d'une politique de gauche.

Mais au contraire, le gouvernement au lieu d'agir à gauche, s'est élargi à des ministres de droite.

A tous ces Français déçus, nous disons: quelle que soit la tendance de votre vote, que vous soyez ou non syndiqués,

tous, sommes victimes de la même politique, avons les mêmes soucis, les mêmes difficultés, les mêmes aspirations. Alors, au-delà de nos différences, rassemblons-nous.

Acceptez la main fraternelle que vous tendent les communistes.

C'est celle de la solidarité, de la loyauté, de l'efficacité.

Ensemble, nous serons capables de faire changer notre propre existence et de préparer un autre avenir...».

IMMIGRATION

«... En même temps, apporter de véritables solutions au problème de l'immigration.

La table ronde n'a donné aucun résultat. Le gouvernement a cédé à la droite. L'immigration est un problème profondément humanitaire qui doit être conçu et résolu comme tel.

Fuyant la misère, les immigrants sont venus en France et ont contribué à développer ses richesses; on doit en tenir compte. Il importe d'agir dans les domaines de l'emploi, du logement social, en finir avec les ghettos.

La plupart de ces familles, en France depuis longtemps, désirent y rester.

Il convient de faciliter leur intégration dans le respect par chacun des droits et des devoirs.

Evidemment, des mesures sévères ont à être prises à l'encontre de ces patrons qui, comme des négriers, font venir illégalement des immigrants qu'ils exploitent féroce-ment...».

DE FINES LIGNES A L'HONNEUR

Succès du concours de pêche patronné par «Ricard».

7,580 kg de poissons frétilants se sont laissés prendre aux esches traîtresses fines lignes dont voici la liste des huit plus fûtées :

- 1^{er} : CHERHAL Marcel - 765 g - 1 180 points;
- 2^e : MACÉ Roger - 660 g - 985 points;
- 3^e : LEGLAND Bruno - 620 g - 980 points;
- 4^e : LE CAM Joël - 595 g - 950 points;
- 5^e : VINÇON Lionel - 595 g - 940 points;
- 6^e : PIQUEL Etienne - 570 g - 890 points;
- 7^e : PRULEU Jean-Louis - 420 g - 715 points;
- 8^e : LE CAM Jean-Yves - 465 g - 705 points.

Tous les participants ont été récompensés. Nous remercions les sociétés «Ricard», «l'Aquarium», «le Comptoir du Pêcheur», «le Relais des Vignes», «le Tastevin» et «Hallereau et Compagnie» pour leur aimable participation.

* La cellule de Méan-Penhoët fait savoir que les deux magnifiques poupées de la loterie ont été gagnées: l'une par Mme Nella GAUTIER, l'autre par Mme Yvette LOPEZ.

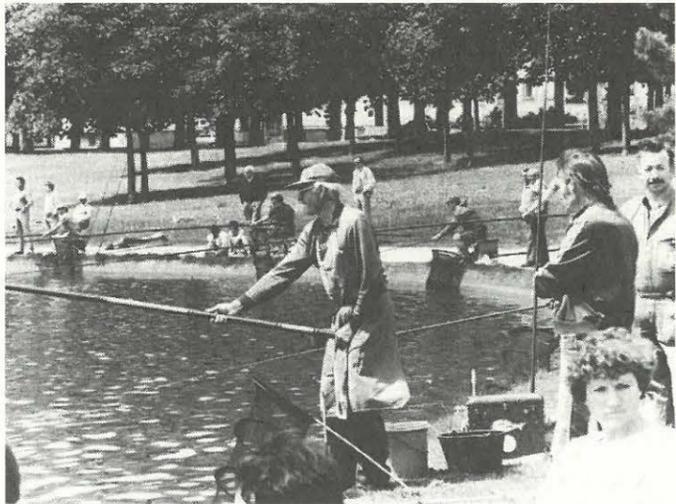
* La cellule Marcel Coutant, section de Nantes, fait savoir que le jambon de la Fête pesait 5,340 kg

Le réclamer à Jocelyne LAURENT, 13, rue Gustave-Eiffel, Nantes - Tél. 40.93.15.13.

* Une place honorable a été donnée dans la presse pour rendre compte de la Fête de l'Huma. Les principaux points du discours de Gaston Plissonnier sont relevés dans «Ouest-France», «L'Eclair» et «Presse-Océan».

Cependant, le rédacteur de «Ouest-France» a un commentaire discutable sur les raisons des communistes de faire barrage à l'extrême-droite qui, selon lui, «grignote une partie de l'électorat communiste». Les sondages prouvent justement que non et nous invitons le journaliste en question à relire le passage du discours de Gaston Plissonnier sur les raisons des communistes (voir page 2 des «Nouvelles»). Quant à «fermer presse, radios et télé» à ce dangereux Le Pen et son groupement», il y voit là «une nouvelle forme de censure». Ne sait-il donc pas que l'idéologie et les propos racistes aux yeux de la constitution française ne sont pas des opinions, mais des délits ?

Quant à «la Presqu'île Guérandaise», l'hebdo se borne à ironiser sur le restaurant de la Fête, «le Marxisme».



A PROPOS DU LIVRE DE GEORGES MARCHAIS DÉMOCRATIE

Nous vivons une période d'intenses bouleversements où dans leur combat, les communistes sont confrontés à toute une série de questions nouvelles.

Dans son livre «*Démocratie*», Georges Marchais affronte toutes les questions sans en éluder aucune: qu'il s'agisse des événements de l'Est, du mouvement du monde, de l'avenir de la France, de l'issue politique ou des problèmes du Parti.

Écrit à chaud, au début de l'année 90, dans un style personnel et vivant, «*Démocratie*» avance des réponses novatrices. Au moment où les forces du consensus et les médias utilisent tout pour semer le doute sur les possibilités de gagner une société plus humaine, pour provoquer le découragement, Georges Marchais apporte lucidité et espoir.

Démocratie? Elle est au cœur de la politique des communistes: à la fois but et moyen. But: parce que nous concevons le progrès et l'efficacité comme devant s'appuyer sur les besoins et les capacités des gens. Moyen: parce que nous offrons une conception tout à fait nouvelle de la politique.

Le règlement des problèmes, les transformations nécessaires ne peuvent être l'œuvre que de l'intervention des gens eux-mêmes.

«*Démocratie*» s'adresse: - à tous les communistes qui ont là un outil de réflexion et d'enrichissement. Il nous met en position de prendre l'offensive dans la bataille d'idées, de déployer notre politique dans toute ses dimensions conquérantes et novatrices;

- à nos amis qui ne peuvent manquer de s'interroger. Ils trouveront dans le livre de Georges Marchais des réponses claires et franches;

- à toutes celles et tous ceux qui s'interrogent sur la réalité du PCF sans pour autant être prêts à partager toutes nos convictions. Ils trouveront ainsi le moyen de connaître notre vrai visage.

Pour toutes ces raisons, lisez, diffusez et faites lire «*Démocratie*». Plus de 370 livres ont déjà été vendus dans notre Fédération. Il s'agit d'un outil précieux pour faire connaître notre politique dans toutes ses dimensions.

- Amis lecteurs des Nouvelles -

Vous pouvez vous procurer ce livre: soit en le demandant à un militant communiste de votre connaissance, soit en le demandant à la librairie le «Livre Ouvert» - 21, rue du Calvaire à Nantes, soit à la Fédération de Loire-Atlantique du PCF - 41, rue des Olivettes - en nous adressant le bon de commande ci-dessous, accompagné d'un chèque de 90 F ou de 3 chèques de 30 F, à l'ordre de Gilles Bontemps - CCP 4400 47 Nantes.

Je désire recevoir le livre de Georges Marchais DÉMOCRATIE

Nom: Prénom:

Adresse:

à retourner, 41, rue des Olivettes, 44000 NANTES accompagné du chèque de 90 F.

SOUSCRIPTION DU 70^e ANNIVERSAIRE DU PCF UN APPEL DU BUREAU FÉDÉRAL

Le PCF tire ses ressources des cotisations de ses adhérents et du soutien des travailleurs. Les versements aux souscriptions confirment dans la vie la différence entre les pratiques financières du PCF et celles des autres formations. La souscription du 70^e anniversaire doit permettre de donner les moyens à notre parti de développer son activité politique.

Les nombreuses initiatives prises dans le département ces derniers mois, ont constitué des

succès. Pour autant la bataille de la souscription n'a pas encore atteint dans notre fédération le niveau correspondant au grand succès populaire qu'elle doit connaître. Le Bureau Fédéral appelle donc toutes les cellules, les communistes, les amis et sympathisants du PCF à contribuer au succès de la souscription du 70^e anniversaire en collectant et en faisant collecter les sommes nécessaires pour des raisons financières de mise en œuvre de notre politique.

Pour donner au PCF les moyens de notre combat pour la Justice, la Liberté, la Paix,

Je verse

Nom: Prénom:

Adresse: Somme

à retourner à la Fédération de Loire Atlantique du PCF.

Les chèques sont à adresser à:

CCP, Gilles Bontemps, 4400 47 W Nantes

LES SALARIÉS DE LA SEMITAN EN LUTTE

Après la décision des salariés de la SEMITAN de poursuivre la lutte, après un vote, lundi matin, une délégation de la Fédération du PCF composée de Gilles Bontemps, Claude Constant et Michel Rica est venu apporter son soutien.

DECLARATION DE LA SECTION DE NANTES DU PCF

La section de Nantes du PCF tient à apporter son soutien à la lutte des salariés de la SEMITAN.

Cette lutte est de la même nature que celle menée en 1988 durant 21 jours puisqu'elle porte sur des revendications qui ne sont toujours pas satisfaites :

- augmentation de 600F ;
- embauche des temps partiels ;
- amélioration des conditions de travail.

L'argent existe : des primes à l'assiduité, dénoncées par les syndicats lors de l'inauguration de la ligne sud, sont envisagées par la direction.

Nous exigeons avec les salariés que cet argent serve à satisfaire les revendications.

Pendant des années, la baisse successive du versement transport décidée par les élus de droite et du parti socialiste ont entraîné des conséquences financières pour les usagers, une dégradation du service et de la sécurité ainsi qu'une pression sur les salaires et la dégradation des conditions de travail des employés de la Semitan.

Aujourd'hui avec la part patronale du versement transport passée de 1,25% à 1,75%, il est possible de faire une autre politique à la Semitan que celle menée par l'ancienne majorité de droite au S.I.M.A.N.

Oui, les usagers ont raison de réclamer un service de qualité sûr et moderne.

Oui, les salariés ont toutes les raisons de se battre pour revaloriser leurs salaires, augmenter les effectifs et exiger l'embauche des temps partiels.

Le Parti Communiste est à leur côté dans leur lutte pour la défense de leurs justes revendications.

Après la manifestation de jeudi matin et les nombreux rassemblements des salariés, il est urgent que la direction réponde aux revendications des employés de la Semitan.

Cette action rejoint la revendication du SMIC à 6500 F que le gouvernement Rocard et ses ministres de droite ne veulent pas satisfaire. Nantes, le 8 juin 1990.

NANTES L'UNIVERSITÉ RUE F. THOMAS : La position de la cellule le PAIH du PCF

La décision de la municipalité de Nantes d'utiliser les anciens ateliers municipaux comme locaux universitaires « provisoires » pour la rentrée prochaine soulève dans notre quartier une vive inquiétude.

Ce quartier souffre en effet depuis bien longtemps d'un manque d'équipement et de locaux, notamment pour les jeunes, les personnes âgées, la vie associative. Si les communistes se félicitent de ce que ces terrains, en partie grâce à leur intervention aient échappé aux promoteurs immobiliers, ils continuent l'action pour que les revendications des habitants du quartier Saint-Félix soient satisfaites, et pour que les étudiants et l'université disposent des moyens auxquels ils ont droit

pour travailler dans des conditions acceptables.

L'augmentation rapide du nombre des étudiants n'est une surprise pour personne. C'est l'insuffisance criante des budgets de l'Education qui est à l'origine de la crise actuelle de l'université. Et ce n'est pas en transférant les charges de l'Etat sur les collectivités locales, notamment les communes, que l'on résoudra les problèmes comme tente de le faire le gouvernement.

La solution est ailleurs : la proposition des communistes de consacrer 40 milliards du budget du surarmement à l'éducation et à la formation rencontre, dans notre quartier comme ailleurs, de plus en plus d'écho. Et ce n'est qu'un début.

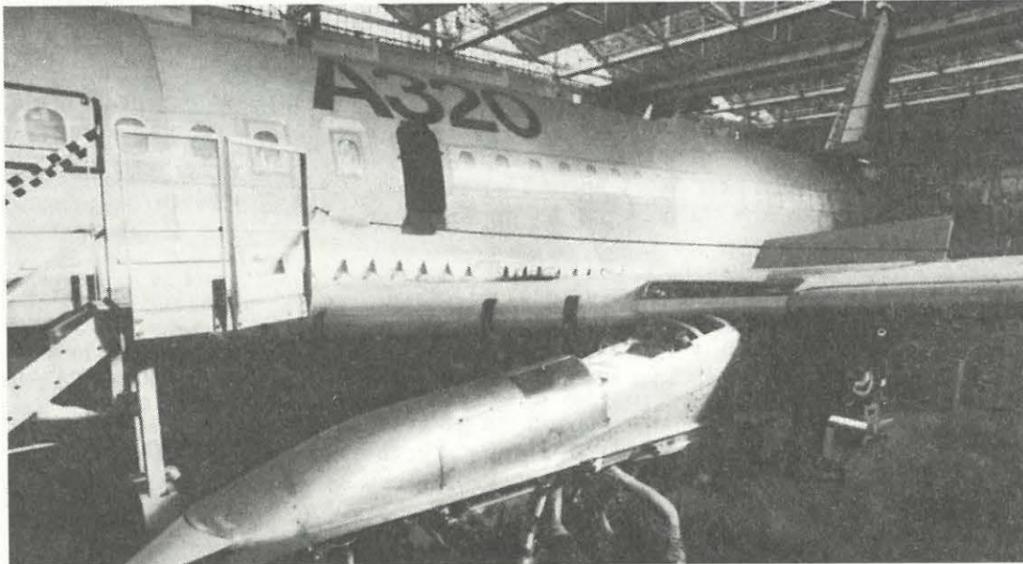
LE TRANSFERT PEUT ET DOIT ETRE REMIS EN CAUSE

- L'accord du gouvernement français pour le transfert de l'assemblage final de l'Airbus A 320 à Hambourg déstabilise le rapport des forces au profit du puissant groupe allemand Daimler-Benz, menace le berceau aéronautique toulousain, et l'ensemble de la branche française en donnant à la R.F.A. la maîtrise complète du cycle de production d'un avion.

d'abandonner à la R.F.A. et l'Angleterre la position française de leader dans le civil européen. Le budget annuel pour la défense est de 200 milliards de francs (dont 108 milliards en équipements nouveaux). L'intervention publique à l'aéronautique civile ne dépasse pas 2 milliards ! Les avances remboursables d'état sont supprimées. Les banques françaises,

actionnaires provoquent des dégâts considérables sur les dépenses de salaires, de formation, de qualifications. Ils compromettent les coopérations franco-françaises, l'emploi et les atouts de l'aéronautique civile et donc de véritables coopérations internationales d'intérêts réciproques.

Les actions engagées dans toutes les entreprises aérospatiales,



Empêchons le successeur de l'A 320 de quitter la France.

- Les projets de transformation de GIE Airbus-Industrie sous la pression germano-américaine menacent cette coopération européenne.

- La sous-traitance à l'étranger s'accroît, aggravant le transfert du savoir faire et du travail qualifié aéronautique hors de France.

IL FAUT IMPOSER UN PLAN DE RECONQUETE DE LA BRANCHE PAR LE DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET DES QUALIFICATIONS

Le gouvernement, en dépit d'un profond mouvement planétaire en faveur du désarmement, joue la carte militaire de la France en Europe. Il choisit

comme la B.N.P. et le Crédit Lyonnais, engagés dans la course à l'achat de réseaux bancaires à l'étranger pour capter l'épargne à la faveur de la libéralisation des capitaux en Europe, refusent de financer à des taux avantageux les programmes de développement civil en France.

Un travailleur sur quatre travaille pour rembourser les emprunts à l'Aérospatiale contre deux sur 100 en RFA. Un quart des remboursements annuels d'emprunts suffirait à financer 1500F d'augmentation des salaires pour tous.

Autrement dit, les choix politiques et financiers de l'Etat, des banques, des directions et des

pour imposer le maintien des chaînes Airbus à Toulouse, rassemblent largement, bien au-delà des salariés et de leur famille. La quasi totalité des organisations syndicales se sont exprimées pour condamner le choix du Gouvernement.

Pour leur part, les Communistes des sites de Bouguenais et Saint-Nazaire sont pleinement engagés dans cette lutte qui prend une dimension nationale. Aussi, ils seront présents à la MANIFESTATION NATIONALE du SAMEDI 16 JUIN à TOULOUSE, organisée par notre Parti.

INAUGURATION DE LA NOUVELLE PRISE D'EAU

Nantes possède avec sa Régie Municipale un outil performant, preuve de l'efficacité du Service Public.

Inaugurée mardi par le maire de Nantes et Joël Busson, adjoint chargé de l'eau et de l'assainisse-

ment, la nouvelle prise d'eau en Loire fonctionne depuis l'automne 89.

Cet investissement important a été rendu nécessaire par la dégradation constante de l'eau de la Loire à Nantes, liée notamment à la remontée du bouchon vaseux et du front de solidarité.

L'équilibre de la Loire est fragile, les extractions d'aggrégats, le creusement du chenal... l'absence d'ouvrages permettant de maintenir l'étiage... coûtent cher à la collectivité sans parler des risques de voir une crue exceptionnelle dévaster le bassin, comme nous le rappelle celle de 1980 dans la région du Puy.

La ville de Nantes avec les concours importants de l'EPALA et de l'Agence de Bassin Loire-Bretagne a donc investi 120 millions de francs pour capter à 15 km en amont à Mauves l'eau nécessaire à l'alimentation de 450 000 habitants.

Cette eau entre 120 et 200 000 m³ suivant la demande est traitée à l'usine de la Roche, où elle est amenée par une conduite de 1400 mm sur 15 km de long.

Nantes a de bonnes raisons d'être satisfaite de sa Régie municipale de l'eau qui est un exemple d'efficacité du service public.

Nouvelle LADA SAMARA 1100 - 5 CV.



39.990 F

Désormais rien ne peut vous arrêter.



Traction avant, boîte 5 vitesses, 5 places, 3 portes, équipement de série très complet. (Consom. conv. : 90 km/h 5,6 l - 120 km/h 8,6 l - urbain 7,9 l) - Garantie réseau Poch Assistance avec A.M.I. 300 concessionnaires et agents en France. NOUVELLE GARANTIE "DRAKKAR-LONGUE DURÉE" (Option 2 ans de garantie supplémentaire). Existe également en version 5 portes : 43.990 F. *Prix clés en main au 2/01/90 A.M. 90 (hors frais d'immatriculation).

VENEZ VITE L'ESSAYER CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

REPRISE 5000 F minimum de votre ancien véhicule.

Votre concessionnaire :

Garage DUMAS

98, route de la Côte-d'Amour
SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.70.08.99

LUTTES EN BREF

● Grève au Terminal méthanier de Montoir où les agents d'exploitation demandent la parité avec leurs collègues d'EDF en ce qui concerne les indemnités de quarts et les congés maladie.

● Grève à la SEITA. Les caristes revendiquent une nouvelle grille de classifications. L'entêtement de la direction n'a eu pour effet que d'élargir le mécontentement et le mouvement. Elle traduit les responsables syndicaux devant le tribunal.

● Grèves tournantes au centre hospitalier de Saint-Nazaire pour obtenir des créations de postes. La CFDT réclame 47,5 postes pour 1990.

La CGT dénonce le fait que la réalisation de la 4^e tranche se fait sans augmentation de personnel alors que la charge de travail est en augmentation. Elle dénonce également la porte ouverte à la privatisation par exemple en chirurgie ou dans le secteur des personnes âgées.

PORT AUTONOME succès pour la CGT aux élections professionnelles

La CGT a renforcé sa position aux élections professionnelles au port-autonome où elle obtient 74% des suffrages tous collègues confondus. Elle gagne 7% chez les agents de maîtrise et 8,4% chez les officiers du port. Elle obtient 96,5% chez les ouvriers et 98% chez les marins.

Délégués du personnel

Cadres F: FO 77,50% (2 sièges).

Officiers de port: CGT 63,33% (1 siège); FO 36,67% (1 siège).

PTA: CGT 41,67% (2 sièges); FO 57,50% (3 sièges).

Maîtrise: CGT 71,43% (2 sièges); FO 28,57%.

Ouvriers: CGT 95,89% (13 sièges); FO 0,24%.

I.M. (Marins Haleurs): CGT 95,24% (6 sièges).

I.M. (Officiers): CGT 91,18% (4 sièges).

Commission consultative

Cadres F: FO 80% (1 siège).

Officiers de port: CGT 50%; FO 50% (1 siège au bénéfice de l'âge).

PTA: CGT 43,90% (1 siège); FO 55,28% (1 siège).

Maîtrise: CGT 68,63% (1 siège); FO 31,37%.

Ouvriers: CGT 95,52% (4 sièges).

I.M. (Marins Haleurs): CGT 97,09% (2 sièges).

I.M. (Officiers): CGT 100% (1 siège).

•NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE

PUBLICITÉ

S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social: 41, rue des Olivettes
44000 NANTES

R.C.S. Nantes

N° SIRET 32151228700012

Code A.P.E.: 5120

Gérant: M. Maurice ROCHER

Rédacteur en chef: Jean PERRAudeau

Associés à parts égales:

MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE

J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS

PUBLICITÉ: Tél. 40.48.56.36

RÉDACTION: Tél. 40.89.72.28

Imprimerie Commerciale

32, bd Laignec - RENNES

C.C.P. n° 52 987

OPÉRATION ESCARGOT ENTRE BLAIN ET NANTES POUR OBTENIR UN LYCÉE

Plus de cent voitures ont participé à cette «opération escargot», pour obtenir un lycée à Blain, samedi 9 juin.

Au terme de ce périple qui a perturbé sérieusement la circulation, les manifestants se sont retrouvés devant l'Hôtel de Région.

La responsable des affaires scolaires à la mairie de Blain avait bien raison de dire: «Pour que nos revendications parviennent aux oreilles de M. Olivier Guichard, il nous faut faire beaucoup de bruit». Cette manifestation n'est pas passée inaperçue, mais il faudra poursuivre, assurément. Le

représentant de M. Guichard, son chef de cabinet, a donné le ton. Recevant la délégation de Blain, ce dernier a jugé que «le lycée est certes utile, mais pas nécessaire». Voilà une manière bien désinvolte de traiter le problème, au niveau du Conseil régional et de la majorité de droite.

Pour autant, cela ne saurait faire oublier les responsabilités du pouvoir socialiste dans le domaine de l'éducation et la nécessité de transférer 40 milliards de francs du budget de l'armement pour le secteur de l'éducation et de la formation.

STAGE PHOTO AVEC LA F.A.L.

L'atelier photo du service Culturel de la F.A.L. organise du 2 au 6 juillet 1990 un stage de perfectionnement photo au choix des stagiaires:

- techniques et prises de vue et lumière,
- l'agrandissement noir et blanc,
- les effets spéciaux,
- la diapositive et le tirage couleur.

Le nombre de stagiaires est limité à 10.

Pour tous renseignements, contactez le Service Culturel de la F.A.L. au 40.74.18.58. - postes 46 et 30.

NECROLOGIE

Le camarade Georges ROUX nous a quitté le 1^{er} juin, après une longue et douloureuse maladie, à l'âge de 69 ans.

A sa compagne, à sa famille, la cellule Vaillant-Couturier de la SEITA, Carquefou, adresse ses sincères condoléances. «Les Nouvelles» se joignent à ses regrets.



Avec le gaz naturel, voir autrement, voir plus loin.

Les hommes et les femmes de Gaz de France sont des spécialistes à l'écoute de vos besoins. Vous pouvez compter sur eux. Ils ont à cœur de développer avec vous un partenariat dynamique qui fera des Pays de la Loire une grande région européenne.



LES ÉLUS COMMUNISTES AVEC LES SALARIÉS DE DIM Au Conseil Municipal de St-Nazaire, intervention de M. Rocher

La décision prise par la Direction de DIM de fermer l'usine de Saint-Nazaire fait apparaître à nouveau avec brutalité, la réalité de la politique économique et sociale du patronat et du gouvernement.

C'est à nouveau 95 emplois féminins qui sont sacrifiés au nom de la compétitivité, de la concurrence, alors que la Direction du Groupe Américain Sarah-Lee procède à une restructuration qui va vers la liquidation de l'industrie de la lingerie féminine en France, par la délocalisation des productions vers d'autres pays où l'exploitation capitaliste est encore plus féroce et les salaires encore plus bas.

Après les 62 licenciements de DIM Nantes, où il ne reste désormais plus que 42 emplois, les femmes sont encore plus les victimes de cette politique économique et sociale. Avec la fermeture de l'usine de Saint-Nazaire, soit 95 licenciements dans une région qui compte 16 300 chômeurs, elles sont 6 811 sans emplois, soit plus de 54%.

Les jeunes filles, quant à elles, représentent 60% des chômeurs de moins de 25 ans.

Le Groupe Communiste propose dans ce sens qu'une délégation d'élus du Conseil Municipal se rende aux Ministères de l'Industrie et du Travail, pour exiger le maintien de DIM à Saint-Nazaire, et par voie de conséquence les 95 emplois.

De ce point de vue, il y a urgence d'autant plus que le Ministre de l'Industrie, M. Fauroux, ne semble pas acquis à la défense de l'emploi, puisqu'il vient de réaffirmer son opposition à la relance du Chantier Naval de la CIOTAT avec le plan Lexmar-France, et il propose à Lexmar de racheter les Chantiers de l'Atlantique.

Pourtant, selon la déclaration de M. Grill, PDG des Chantiers de l'Atlantique, dans le Figaro du 30 mai, il y a 1 500 bateaux à construire par an pour les 5 années à venir au lieu de 500 ces cinq dernières années, ce qui d'ailleurs confirme ce que nous avons toujours déclaré : qu'il y a des navires à construire, que la Construction Navale Française a de l'avenir, et que cet avenir ne se situe pas à Hambourg.

La situation de l'emploi dans la région de Saint-Nazaire nécessite l'exigence du maintien des industries existantes, leur développement.

Depuis 27 ans, DIM où, notons-le, aucun investissement sérieux n'a été réalisé, les patrons encaissant les profits, était une entreprise employant de la main-d'œuvre féminine, ils ont diminué de façon importante leurs effectifs ou fermés leur porte (à l'exemple aujourd'hui des Galeries), sur la seule notion de rentabilité qui brise les êtres humains parce que le patronat a décidé d'aller exploiter ailleurs après avoir bien exploité en France.

Pour le Groupe Communiste, c'est inacceptable. Il appelle le personnel de DIM à montrer sa légitime exigence de vivre de son travail, d'acquiescer et de garder son indépendance de son salaire.

Parler des droits, de l'égalité des droits est bien, prendre les décisions pour imposer le respect de ce droit est une EXIGENCE.

Marc JUSTY
Président de l'ADECRA

Suite à la décision du groupe «Sara Lee» de fermer l'usine «DIM» de Saint-Nazaire, M. Marc Justy, maire de Saint-Joachim, président des Elus Com-

munistes et Républicains de Loire-Atlantique, est intervenu auprès de la Direction de la «DIM s.a.» et du Ministre de l'Industrie, «pour exiger le maintien de l'usine DIM de Saint-Nazaire, la sauvegarde des 95 emplois et demander le respect des engagements pris par le groupe américain «Sara Lee» concernant le maintien de l'unité nazairienne».

J.L. LE CORRE
maire de Trignac

Le mardi 29 mai dernier, M. Jean-Louis Le Corre, maire de Trignac accompagné de M. Jean-René Teillant a reçu une délégation des personnels de DIM.

Après avoir fait le constat que rien ne pouvait justifier la fermeture de cette entreprise, le maire de Trignac a condamné le fait que le Groupement DIM quelques mois après avoir été racheté par un Groupe Américain décide de licencier 100 personnes. Cette pratique qui a été déjà plusieurs fois mise en œuvre dans notre département, ne peut l'être qu'avec l'accord des Pouvoirs publics.

Le maire de Trignac a adressé un télégramme au 1^{er} ministre exigeant qu'il fasse respecter les engagements pris : il a apporté le soutien de la Municipalité aux actions qui sont engagées.

Les Elus de Trignac sont résolus à agir avec toutes celles et tous ceux qui refusent ce mauvais coup porté à l'emploi dans notre région nazairienne et appellent l'ensemble des familles, des salariés à agir pour imposer le nécessaire maintien d'activité de l'usine DIM de Saint-Nazaire.

HISTORIQUEMENT DÉPASSÉ ?

Courant avril, un accord salarial était signé aux chantiers de l'Atlantique. FO, la CFDT et la CGC apportaient vite leur signature sans prendre le temps de consulter leurs propres adhérents.

Et la presse de titrer : «Un accord historique aux Chantiers de l'Atlantique».

Dans «St-Nazaire-Magazine», le maire déclarait : «c'est avec un grand soulagement que nous devons saluer les accords qui sont intervenus entre les organisations syndicales et la direction des Chantiers de l'Atlantique».

Quant à la CGT, après consultation de ses adhérents, elle ne signait pas, estimant que les revendications défendues lors du mouvement de 1989 restaient insatisfaites, tout en considérant, cependant, que la lutte avait permis quelques avancées.

Pour leur part, «les Nouvelles de Loire-Atlantique» commentent sans euphorie le contenu de l'accord en question, à juste raison.

Ainsi, à l'occasion du départ du paquebot «Nordic Empress», la CFDT signataire de l'accord salarial affirme : «Il faut un vrai dialogue social. Il y a bien eu un accord salarial qui n'est pas une fin en soi, mais on a la désagréable impression que les choses n'ont pas vraiment changé au niveau de la direction...».

C'est bien ce qu'il semble au vu des négociations sur le panier de quarts ou sur la grille des classifications, où la direction se fait tirer l'oreille.

Alors cet «accord historique» serait-il déjà historiquement dépassé ?



«Nordic Empress», un nouveau fleuron des mers.

SOMMET FRANCO-AFRICAIN

Au moment où les peuples du Gabon, de Côte d'Ivoire, du Zaïre et d'autres sont en lutte contre des régimes corrompus et la répression, la prochaine tenue à La Baule du sommet franco-africain revêt une signification particulière.

Il devrait être l'occasion pour la France d'annoncer qu'elle va modifier profondément sa politique à l'égard de ces pays.

Annuler totalement la dette, condamner la répression et retirer troupes et bases françaises, naturellement définir de nouveaux rapports, basés sur l'intérêt mutuel.

*
**

Des bruits font état que plusieurs chefs d'état africains seraient hésitants à venir à La Baule. Instruits des événements

qui se déroulent au Zaïre, en Côte d'Ivoire, au Libéria, ou au Cameroun, ils craignent que leur départ soit mis à profit par des opposants les contraignant à ne pouvoir rentrer chez eux.

*
**

Pour la petite histoire, le président Mitterrand sera «modestement» hébergé, pour ce sommet, au «Castel Marie-Louise».

Economie oblige, le programme a été revu à la baisse : pas de concert le dernier jour, les dîners de travail remplacent les dîners de gala et les séances solennelles transformées en séances de travail. Des motards sont supprimés, mais attention aux badauds qui s'aventureraient trop près, képis et policiers en civil vont patrouiller comme pour défendre une forteresse assiégée.

L'ASSOCIATION RÉGIONALE DES ORGANISMES HLM CONSTATE MAIS NE PROPOSE RIEN

Dans le précédent numéro des «Nouvelles de Loire-Atlantique», nous avons mis l'accent sur la dégradation du logement social, en se faisant l'écho de quelques sujets de préoccupations sur Nantes et Saint-Nazaire.

Nous ne sommes pas les seuls à déplorer cette situation.

L'Association régionale des organismes HLM qui vient de se réunir à Angers s'inquiète également.

Son directeur, M. Gérard COURANT, rappelle qu'«à l'occasion du 50^e congrès HLM en juin 1989, le président de la République avait personnellement souligné que l'habitat social était une priorité nationale». Or, constate-t-il, «la même année, nos crédits ont chuté de 13%».

Les aides à la construction HLM qui s'élevaient à 182 millions de francs en 1988 n'étaient

plus que de 160 millions en 1989, soit un déficit de 731 unités.

La réhabilitation a, elle aussi, connu des difficultés en fonction de la baisse des crédits. Dans les Pays de Loire, 5 235 logements ont eut des travaux d'amélioration au lieu de 6 000 en 1988. Or, il faudrait rénover 75 000 logements HLM dans la région.

Les locataires ne sauraient se contenter des déclarations élyséennes, ni de celles du président de l'Association régionale OHLM, M. Bernard SAULNIER, qui considère que «ce n'est pas en agissant de cette manière que l'État encouragera les organismes d'HLM à s'engager sur la voie de la modération de l'augmentation des loyers». Ainsi, M. Saulnier ne fait aucune proposition, sinon celle de pénaliser une fois de plus le locataire.

D'autres solutions existent cependant qu'il aurait été bon d'entendre à cette assemblée de l'AROHLM. Par exemple, celles

de réduire de 1% le taux des emprunts qui permettrait de réduire de 10% les prix des loyers, d'exonérer la TVA pour les offices HLM, reporter l'aide de l'état des logements de luxe sur le logement social, porter le 1% patronal à 2%, faire participer les groupes BTP et les assurances au financement du logement, l'abrogation de la loi Barre-Méhaignerie, etc.

En conclusion, l'AROHLM estime urgent de développer des «observations de l'habitat» pour bien connaître les besoins de la population en matière de logements.

Mais ce dont il est le plus urgent, c'est bien de débloquer des moyens financiers pour le logement social. L'AROHLM établit des diagnostics, mais s'arrête vite en chemin. Aux locataires de se faire entendre !

L'Association Régionale des Organismes HLM...

TAXE D'HABITATION : RÉFORME NÉCESSAIRE MAIS LE REMÈDE NE DOIT PAS ÊTRE PIRE QUE LE MAL

Les députés viennent d'adopter le texte concernant la fiscalité locale et notamment la taxe d'habitation. André Lajoinie, président du groupe communiste qui s'est abstenu, a expliqué les enjeux en présence.

« Nous n'avons cessé de lutter pour modifier la taxe d'habitation qui est un impôt particulièrement injuste.

Nous sommes à l'origine, dans les dernières lois de finances, d'abattements en faveur des foyers modestes. Mais l'injustice de cet impôt subsiste,

Devant la réforme proposée par le gouvernement et le groupe socialiste d'établir la part départementale de cette taxe en fonction des revenus, nous avons fait des contre-propositions. Nous nous sommes opposés notamment à l'imposition de cinq millions de contribuables supplémentaires, notamment des jeunes résidant chez leurs parents ou des personnes âgées chez leurs enfants.

Notre opposition à ces dispositions injustes a obligé le gouvernement et le groupe socialiste à les modifier en prévoyant toute

une série d'abattements. Mais comme les simulations nous apparaissent peu fiables, nous avons demandé et obtenu que pour l'année 1991, ces nouvelles dispositions ne soient pas appliquées réellement mais de manière simulée pour mieux juger de la réalité.

C'est ainsi qu'à la fin de 1991, le Parlement devra obligatoirement discuter à nouveau de cette loi et soit la rejeter, soit l'amender. Ce n'est que dans ces conditions que le groupe communiste pourra émettre un vote définitif.

Par ailleurs, les députés communistes maintiennent leurs propositions pour l'ensemble de la taxe d'habitation concernant notamment la part revenant aux communes, de plafonner la taxe d'habitation à 2% des revenus, d'exonérer totalement les contribuables ne payant pas d'impôt sur le revenu, étant entendu que l'Etat compenserait le manque à gagner pour les collectivités locales. La charge devrait se situer autour de six milliards de francs alors que l'Etat compense à hauteur de 28 milliards les exonérations en faveur du patronat pour la taxe professionnelle.

Cette réforme de « l'impôt du pauvre » particulièrement lourd devait se caractériser selon des simulations du ministère du Budget par cinq millions de contribuables supplémentaires, ce qui avait motivé l'opposition du groupe communiste. « Certes, la taxe d'habitation doit être réformée mais dans la clarté, le remède ne doit pas être pire que le mal ».

Dès 1982, et cela ne s'est pas amélioré depuis, la taxe d'habitation pouvait atteindre jusqu'à 21,6% pour la tranche de revenus imposables la plus basse. En revanche, pour plus de la moitié des revenus supérieurs à 400 000 F, la taxe d'habitation ne représentait que 0,4%.

L'écart est de 1 à 54 ! La justice exige que cet impôt soit progressif et augmente en fonction des ressources. Il faut être vigilant.

Ce projet de loi englobe également l'impôt foncier non bâti ainsi les élevages hors sol seraient désormais soumis à cet impôt. Les revenus des petits producteurs permettent-ils de supporter cette nouvelle charge ?



Les élus communistes et républicains manifestent à Paris.

L'AVEU

« Le chiffre d'affaires global de l'Assurance française a atteint 411,1 milliards de francs en 1988. Les sociétés d'assurance agréées sur le marché français ont réalisé un chiffre d'affaires de 340,7 milliards de francs, soit une croissance de 17,5% par rapport à 1987. En 10 ans, le chiffre d'affaires de l'Assurance Française a quadruplé.

L'encours total des placements de l'Assurance a atteint 876,2 milliards de francs au 31 décembre 1988. Les placements nouveaux se sont élevés à 159,7 milliards de francs et représentent une progression de 22,3% sur 1987 ».

Parmi ces placements, notons pour 1988 : les obligations (495,7 milliards, soit +25,9%); les actions (171,4 milliards, soit +12%); les placements immobiliers (117,2 milliards, soit +13%).

« Par leurs placements, les sociétés d'assurances jouent un rôle essentiel d'animation du

marché des valeurs mobilières ». Ces quelques chiffres et commentaires éloquentes sont extraits d'une plaquette publiée par la Fédération Française des Sociétés d'Assurances.

Pour en donner toute la mesure et procéder à quelques comparaisons utiles, rappelons que :

— le budget de l'Etat est de 1380 milliards, en 1990;

— les collectivités territoriales ont emprunté 54 milliards en 1990, mais ont dû rembourser aux banques 55 milliards d'intérêts des emprunts antérieurs (la dette des collectivités territoriales est de 539 milliards).

Autrement dit, en 1988, les placements des assurances cumulés au chiffre d'affaires de l'année (1287 milliard) étaient sensiblement égal au budget de l'Etat !

Leurs seuls placements immobiliers correspondent au double des emprunts des collectivités territoriales !

Leurs seules obligations et actions permettraient de rembourser toutes les dettes accumulées par les communes, départements, régions !

Autrement dit : l'argent ne manque pas pour, comme le revendique l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains, alimenter une caisse de financement des collectivités territoriales permettant des taux d'emprunts de 6% (ce qui est encore supérieur à l'inflation). Le pays et les Français y gagneraient en investissements de toute sorte. Retirées des circuits spéculatifs, affectées à l'équipement public du pays, ces sommes colossales seraient de plus créatrices d'emplois.

On pourrait ajouter, que cet argent servant à la spéculation pourrait également être affecté en parti à la santé, à la sécurité automobile et routière...

FORUM DE L'EMPLOI : EDF-GDF A REZÉ

Une intervention imprévue : la CGT ouvre le débat et met les points sur les i.

Les directions régionales d'EDF-GDF n'avaient sûrement pas prévu que le « forum pour l'emploi » qu'elles organisaient, sous la présidence de Jean-Pierre Soisson, aurait connu une telle assistance, du moins à l'ouverture, ce jeudi 7 juin à Rezé.

C'est que les agents EDF-GDF se sont sentis particulièrement concernés. Quatre à cinq cents d'entre eux venus, avec la CGT, de Nantes, Corderais, Brest, Quimper, Vannes ou Saint-Brieuc se sont donc invités.

Et il y avait de quoi, puisque les thèmes de discussion mettaient notamment l'accent sur la « reconversion », la « mobilité et gestion de l'emploi ».

Contre toute attente, c'est la CGT qui a ouvert les débats.

Les dirigeants de l'entreprise publique et les invités officiels ont donc écouté Paul Meheust, responsable du collectif régional de CGT (Bretagne-Pays-de-Loire) donner l'opinion de la CGT.

Une partie de l'auditoire semblait surprise par l'événement, mais toutefois attentive. Une autre partie, la plus nombreuse, composée du personnel EDF-GDF, approuvait manifestement les propos du dirigeant de la CGT.

L'intervention de la CGT terminée, le personnel EDF-GDF se rassemblait à l'extérieur. Paul Meheust développait alors sa précédente intervention :

« Ce forum pour l'emploi n'est qu'une opération poudre aux

yeux qui propose au personnel d'être l'acteur de son auto-destruction. Ce qui est en débat... c'est tenter de faire accepter la politique d'austérité. C'est tenter de faire admettre que l'homme au travail représente un coût et non un investissement... Depuis 1984, les réformes de structures se multiplient dans l'ensemble des directions et la recherche de la rentabilité devient l'objectif prioritaire... Le statut est présenté comme contraire à l'intérêt de l'entreprise et donc à celui des agents et des usagers.

Dès lors, et c'est le pourquoi de ce forum, le personnel est invité à devenir lui-même l'acteur de la remise en cause de ses propres acquis.

... l'usager, s'il n'a pas la chance de faire parti du cercles des privilégiés auxquels EDF-GDF s'empresse d'offrir des contrats sur mesure, doit le plus souvent se contenter d'un service dégradé ».

Après avoir détaillé les propositions de la CGT pour sortir du « déclin économique et social » pour rénover le service public « pour qu'il retrouve sa mission et sa vocation en alliant progrès social et efficacité économique », Paul Meheust appelait le personnel à une réaction massive pour « sauver l'emploi ».

Pour finir, il mettait l'accent sur les salaires, la protection sociale et la défense du statut.

Une délégation de la Fédération du PCF a apporté son soutien au personnel EDF-GDF.

TOURISME ET LOISIRS REVENDIQUE LE DROIT AUX VACANCES

A l'aube de la saison estivale 1990, le Conseil d'Administration de l'Association Tourisme & Loisirs de l'agglomération nantaise a tenu ses assises le 30 mai, salle Jean Monnet à Basse Indre.

Pour l'Association : tourisme, vacances, loisirs sont des besoins sociaux toujours actuels. Cette réalité est bien perçue par les travailleurs mais encore plus de 40% de français ne partent pas en vacances au moins une fois dans l'année, ceux qui partent : diminuent leur séjour, vont moins loin, dépensent moins.

Ainsi s'exacerbent les contradictions entre les vacances souhaitées et les vacances possibles.

La situation faite au tourisme social est particulièrement illustrative de cette réalité : son patrimoine est menacé du fait de la diminution des investissements tant de l'Etat, de la Caisse Nationale d'Allocation Familiale et de remise en cause des budgets. Il est en outre marginalisé dans la société par l'idéologie commerciale dominante, cette situation estime le Conseil d'Administration nantais ne risque pas de s'améliorer en 1990 si l'on se réfère au budget 1990 du tou-

risme tout orienté dans la recherche du profit.

Le Ministre actuel du tourisme ne déclare-t-il pas que le tourisme rapporte plus à la France que l'automobile.

Le Conseil d'Administration unanime s'élève contre ce choix estimant que le droit aux vacances pour tous les travailleurs mérite de figurer parmi les grandes exigences du monde du travail : santé, éducation, travail.

Après avoir entendu un rapport technique de son Secrétaire Général sur les problèmes du renouvellement des adhésions tant individuelles que collectives et des relations avec les Comités d'Entreprise, la séance se termina par le pot de l'amitié, avec la promesse de se revoir dès la rentrée pour examiner le déroulement de la saison 90. Dans ce sens, le Conseil d'Administration rappelle aux adhérents et aux personnes intéressées que l'Association est à leur disposition pour les aider à résoudre leur problème vacances et qu'à son siège 2, rue Yves Bodiguel à Nantes les campeurs caravaniers notamment pourront obtenir les licences camping caravaning 1990 France et Etranger.

4^e CONGRÈS DU MOUVEMENT DE LUTTE POUR L'ENVIRONNEMENT

Dès qu'il est question d'agir pour améliorer la qualité de la vie et sauvegarder les équilibres naturels, le MNLE est présent. Après avoir tenu un colloque sur l'eau, les militants de l'environnement ont tenu congrès.

Entré dans sa neuvième année, «notre mouvement s'est hissé au premier rang des associations écologiques nationales, il marque le combat écologique...». Ni effet de chaire ni autosatisfaction de circonstance, ce constat est formulé par Guy Léger, le secrétaire général ouvert à Givors, dans le Rhône, le 4^e Mouvement national de lutte pour l'environnement.

Dès qu'il est question de rassembler et d'agir pour préserver et améliorer la qualité de la vie quotidienne des gens, d'agir pour sauvegarder les équilibres naturels menacés, le MNLE est présent. Sa réputation de sérieux auprès de milieux divers s'est forgée dans le refus de fausses symétries que d'autres associations cultivent : celles qui opposeraient la technique, la science et le progrès à la nature, celles qui ignorent la prise en compte de tous les besoins des hommes.

Une conviction : en matière d'environnement «il ne saurait y avoir d'évolutions positives, si les associations, les scientifiques, les élus et les travailleurs ne confrontaient leurs idées et leurs actions». Le colloque «Sauvons les eaux» a illustré cette démarche dans une actualité brûlante, marquée en France par des mois de débats, l'intervention du gouvernement et d'ores et déjà des luttes engagées pour assurer tant la quantité que la qualité des ressources en eau.

«C'est parce que nous aimons la vie et la beauté du monde que nous luttons», proclame la charte adoptée à Givors par le congrès du MNLE.

Or, la beauté du monde, ce «minuscule domaine» au regard de l'Univers, cette «maison commune» de tous les vivants, présente aujourd'hui des signes accablants de mauvaise santé. Plus personne ne le nie, les plus hautes autorités comprises. «Nous avons aidé à cette prise de conscience nouvelle», dira Camille Vallin, membre de la présidence du mouvement. Tous les sondages montrent que les gens sont préoccupés par les grands problèmes d'environnement. Certes, tous ne sont pas convaincus que «la recherche du profit, le productivisme poursuivi au mépris du long terme, la course au surarmement (...) se conjuguent pour mettre à mal l'air, l'eau, les terres et les centaines d'espèces vivantes», comme l'affirme dans son texte le MNLE. Mais beaucoup supportent de moins en moins ce qui perturbe leur vie quotidienne.

Et sur ce terrain, celui du rassemblement des gens, le MNLE se veut de plus en plus présent, actif, comme il veut s'affirmer davantage sur celui de la réflexion scientifique et technique. D'où la démarche croisée de son congrès où se sont retrouvés, vendredi et samedi, militants écologistes, syndicalistes, élus locaux et, naturellement, scientifiques de toutes spécialités attachés à l'idée que leurs connaissances, comme le formidable essor contemporain des sciences et des techniques, loin de menacer, servent l'environnement.

Parmi les participants on notait la présence de Maurice Rocher, Gaston Philippe, Joël Busson, Philippe Tillard.

L'EAU C'EST LA VIE

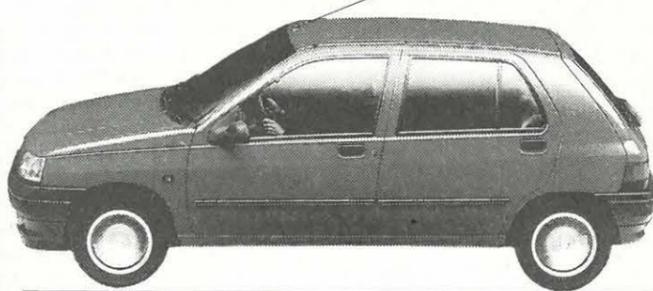
A la demande d'André Lajoinie, l'Assemblée Nationale vient de décider de créer une Commission d'enquête parlementaire sur l'eau. Ainsi vont pouvoir être mises en évidence les causes des pollutions et la nécessité d'agir pour une politique globale de l'eau permettant de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population, comme de l'industrie, l'agriculture et la pisciculture en quantité, comme en qualité.

Il est urgent d'avancer dans ce sens, car les difficultés auxquelles il faut faire face aujourd'hui, avec le manque d'eau et les pollutions, résultent de choix à courte vue de l'Etat, qui a refusé de mettre en place une politique nationale de l'eau comme le réclament les députés communistes depuis 1976. C'est cela qui conduit aux impasses actuelles avec la sécheresse, mais les conséquences peuvent être aussi dramatiques en cas d'excès d'eau. Il s'agit là donc d'un élément décisif du développement économique et de la défense de l'environnement.

Or, au lieu de s'engager dans cette voie, et profitant de la sécheresse, le Premier ministre veut faire payer aux usagers cette imprévoyance de l'Etat. Avec les grandes sociétés distributrices de l'eau, il veut augmenter les prix, voire même les doubler, alors que le Ministère de l'Agriculture vient de révéler que le prix de l'eau a augmenté de 170% ces dix dernières années. De plus, il indique que l'eau est 25% plus chère en zone rurale.

Nous refusons ce choix. Si on laissait faire, les autorités profiteraient de la sécheresse pour alourdir encore les charges des familles, des agriculteurs, alors que quelques grandes sociétés qui détiennent les trois-quarts de la distribution augmenteraient encore leurs bénéfices.

Venez découvrir et essayer la nouvelle Renault Clio



RENAULT CLIO. L'ESSAI QUI EN MET PLEIN LA VIE

RENAULT ST-NAZAIRE
Centre Automobile de l'Etoile

☎ 40.70.35.07

VOIE EXPRESS PORNICHE - ST-NAZAIRE

OUVERT
DIMANCHE 17 JUIN

RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

Guingamp

Lorient

Le Mans

Nantes

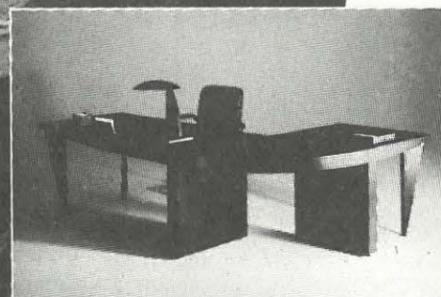
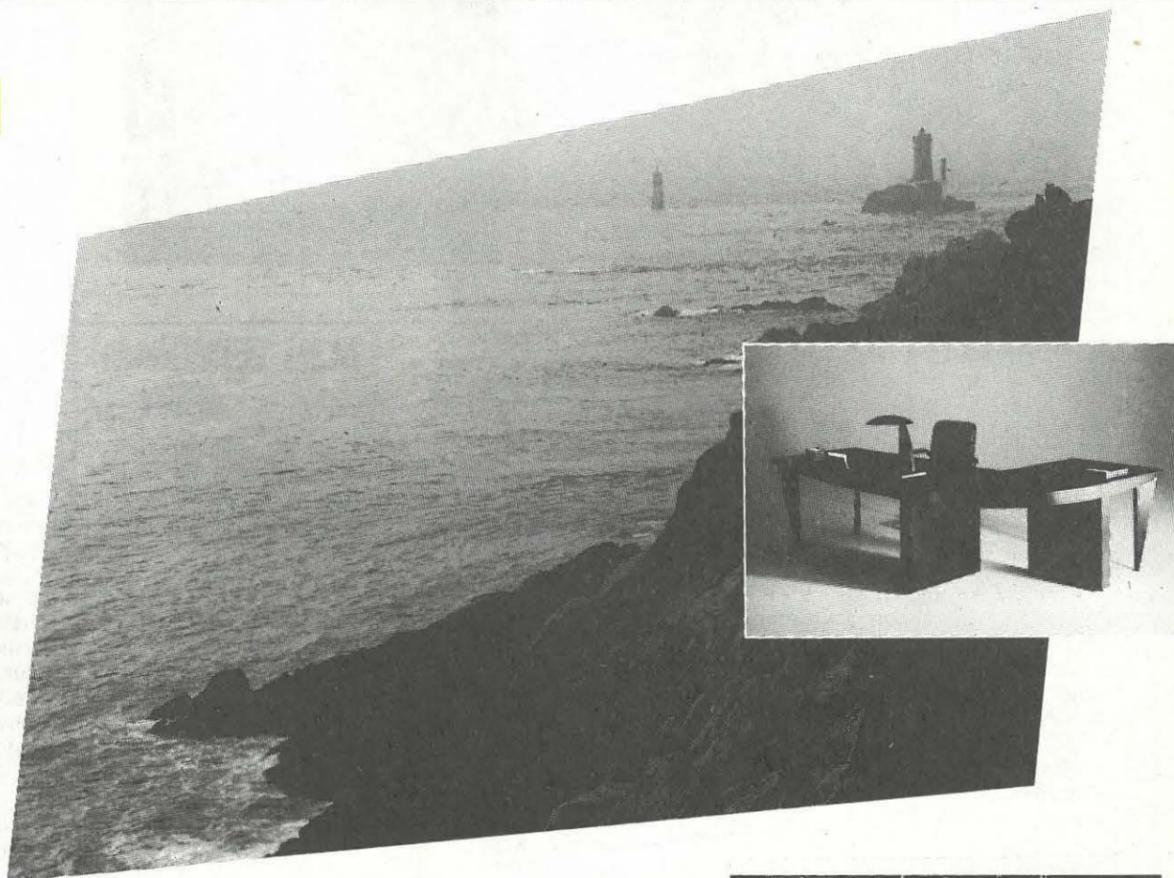
Luçon

BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

Notre présence au cœur de votre région représente, pour vous, un avantage irremplaçable.

Dans tous les cas, B.L.E. apporte des solutions adaptées, cohérentes et durables, dans le cadre des besoins recensés et à l'intérieur d'un budget défini au préalable.

En somme une réponse sur mesure à votre problème et la certitude d'avoir fait le bon investissement.



BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT
92 rue Carnot 58100 Lorient 87 21 65 71

groupe gifco